

Le 10 mai 1981, je ne faisais pas de politique, parce que l'islam ne défaisait pas la France !

En mai 1981, j'avais 35 ans. J'étais célibataire, enseignais la philosophie, pratiquais le cyclisme et ne m'intéressais guère à la politique. Aucun élève ne m'avait encore menacé de mort sous prétexte que mes cours ne correspondaient pas à l'enseignement du Coran, et aucun «jeune-issu-de-la-diversité» ne m'avait molesté en pleine rue !

Nous vivions sous un gouvernement de droite et nous pouvions avoir un gouvernement de gauche. Je considérais cette éventualité comme normale, mais ne voyais pas en quoi un gouvernement de gauche allait me sortir de l'ornière financière dans laquelle je me trouvais.

Voilà dix ans, en effet, que j'étais «maître auxiliaire» nommé «à titre précaire», et presque toujours «à temps partiel». Evidemment, mon salaire était conforme au volant horaire qui m'était attribué, à tel point que la multiplication de mes sous-services annuels et leurs inévitables conséquences sur mon pouvoir d'achat m'avaient rendu professionnellement célèbre : quel que fût mon établissement d'affectation, j'étais «le-prof-qui-venait-au-lycée-à-vélo-même-l'hiver» !

Pourtant, je m'étais fait joyeusement à cette réalité-là, car j'aimais mon métier plus que ma feuille de paie ! Aussi avais-je du mal à comprendre pourquoi certains collègues me parlaient de façon fort déplaisante lorsque je leur disais ne pas porter attention à l'élection présidentielle. Pour eux, il était incompréhensible qu'une victime de la politique en place pût ne pas saisir l'occasion d'en changer !

Ils avaient raison : le maître auxiliaire que j'étais depuis 1971 fut titularisé dès septembre 1982, soit 16 mois à peine

après l'élection de François Mitterrand. Ça n'a l'air de rien, mais pour moi c'était beaucoup : j'allais enfin percevoir un salaire de titulaire et bénéficiaire d'un poste à temps complet ! Ma vie n'en était pas transformée, certes, mais j'avais cette sécurité de l'emploi qui manque à tant de Français, et qui me permettait de louer un F2, de rouler en 4L... et même de posséder un vélo de course. Bref, c'était l'Amérique !

La vie politique n'accaparait donc pas mes réflexions. Néanmoins, je lisais les différentes déclarations des candidats de l'époque, et notamment celles de Valéry Giscard d'Estaing, de François Mitterrand et de Georges Marchais.

Les piques que se lançaient les deux premiers ne m'étonnaient point : n'étant pas du même bord politique et briguant le même poste, cela ne pouvait être autrement.

Par contre, quelle ne fut pas ma surprise de constater la férocité des critiques de Georges Marchais à l'égard de la politique de François Mitterrand. S'ils ambitionnaient, l'un comme l'autre, d'être chef de l'Etat, n'étaient-ils pas avant tout des hommes de gauche ? Les exigences du second tour n'impliquaient-elles pas, entre hommes de gauche, sinon une entente, du moins un pacte de non-agression ? Dans la perspective d'une élection présidentielle, quelle peut être la priorité de la gauche sinon de battre la droite ? Or, à la lecture des attaques lancées par le parti communiste contre François Mitterrand, j'avais le sentiment que si Georges Marchais avait voulu appeler à voter pour le président sortant, il ne s'y serait pas pris différemment !

Certes, au premier tour, Georges Marchais n'avait recueilli que 15,3% des suffrages, ce qui le plaçait loin des 20,7% de voix engrangés lors des élections législatives de 1978. Certes, l'accession d'un socialiste à l'Elysée risquait d'affaiblir davantage le parti communiste, François Mitterrand ayant fait savoir qu'il n'y aurait pas de ministres communistes s'il était élu. Mais de là à souhaiter la reconduction de Valéry Giscard d'Estaing à la tête de la France...

Qu'à cela ne tienne ! Entre le 26 avril et le 10 mai 1981,

Georges Marchais utilise ses dernières cartouches contre François Mitterrand, le pare de tous les défauts, le juge prétentieux, arrogant, ingrat, sans combativité, et va même jusqu'à prétendre qu'il se maintient dans un flou volontaire pour obtenir la plus large adhésion électorale possible !

Peine perdue : François Mitterrand est élu, ce qui n'empêche nullement Georges Marchais de se féliciter de l'échec de Valéry Giscard d'Estaing, de souligner la contribution du parti communiste à cette défaite, et de déclarer que le parti communiste français est prêt «à assumer au gouvernement toutes ses responsabilités» pour une politique nouvelle de changement ! Bref, de la politique, toujours de la politique, rien que de la politique !

Et je n'aurai jamais vu pareille liesse populaire ! On dansait sur les places publiques ! On chantait dans les chaumières ! A la cantine scolaire de mon établissement, les enseignants eurent droit au champagne – faveur qui, d'ordinaire, leur est refusée, même à Noël !

Dois-je préciser que je fus le seul à ne pas trinquer, et qu'une retenue aussi ostensible (1) dans un contexte aussi entraînant me valut l'ostracisme que l'on devine ?

Mais pourquoi donc ai-je refusé de participer à la fête ? Parce que la politique n'en est jamais une, les vainqueurs du moment charriant dans leur sillage ces fameuses injustices sociales qu'ils ont promis d'éradiquer et qu'ils retrouveront pourtant avec plaisir, 7 ou 5 ans plus tard, pour parer de blanc leur nouvelle candidature à l'élection présidentielle !

Maurice Vidal

(1) Le hasard m'avait placé en bout de table !